

publicitenuelle

Publié le 10 février 2012 à 08h14 | Mis à jour le 10 février 2012 à 08h22

Les écologistes, une menace à surveiller selon Ottawa



Certaines formes d'environnementalisme sont définies dans une nouvelle stratégie antiterroriste, présentée hier par le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews.

Photo: Brigitte Bouvier, Sécurité publique du Canada



[Hugo De Grandpré](#)

La Presse

(Ottawa) Certaines formes d'environnementalisme sont définies dans une nouvelle stratégie antiterroriste du gouvernement Harper comme étant des menaces à surveiller.

Cible de critiques sévères dans le dossier de la torture depuis quelques jours, le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, a présenté cette stratégie à Ottawa hier matin. Il s'agit d'un document de 46 pages qui fait l'inventaire des responsabilités des agences, services et ministères fédéraux engagés dans la lutte contre le terrorisme.

On y classe les menaces en trois catégories: l'extrémisme

islamiste sunnite violent, les autres types d'extrémisme international et «l'extrémisme d'origine intérieure militant pour des causes précises».

«Ces groupes extrémistes sont enclins à faire des revendications - légitimes ou illégitimes - portant sur la défense de diverses causes telles que les droits des animaux, la suprématie blanche, l'environnementalisme et l'anticapitalisme», explique-t-on à propos de cette dernière catégorie.

«Bien qu'ils soient peu nombreux, certains groupes au Canada ont délaissé les manifestations pour encourager et appuyer des actes de violence ainsi que faire des menaces», ajoute-t-on.

On conclut en disant: «Comme le démontrent les tragédies survenues à Oklahoma City en 1995 et en Norvège en 2011, il est essentiel de faire constamment preuve de vigilance puisqu'il est toujours possible que certains groupes - ou même une seule personne - adoptent une stratégie terroriste plus violente pour parvenir à leurs fins.»

La critique néo-démocrate en matière d'environnement, Megan Leslie, s'est dite abasourdie. La députée néo-écossaise s'est elle-même fait qualifier de traître par le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, pour s'être prononcée sur la scène internationale contre l'exploitation des sables bitumineux.

«Ça dépasse les bornes. Ils sont allés beaucoup trop loin», a-t-elle lancé.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement Harper s'attaque de front aux groupes environnementaux. Dans une lettre publiée le mois dernier, le ministre Oliver a accusé certains groupes environnementalistes «radicaux» de vouloir empêcher le Canada d'exploiter ses ressources naturelles.

«Notre gouvernement ne restera pas assis pendant que la réputation internationale du Canada est souillée par des gens qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas reconnaître les faits», a-t-il prévenu une semaine plus tard.

La stratégie définit le terrorisme comme étant, notamment, une omission ou une action commise «au nom d'un but de nature politique, religieuse ou idéologique en vue d'intimider la population quant à sa sécurité, entre autres sur le plan économique».

Les mesures évoquées pour contrer la menace incluent les poursuites judiciaires, l'inscription sur la liste des entités terroristes, la surveillance, l'enquête, l'échange de renseignements, la prévention et l'éducation de la population.

Cette nouvelle stratégie survient aussi dans la foulée d'une campagne de «non-coopération» avec les services de renseignements canadiens, lancée par près de 80 organismes sociaux québécois. Cette campagne fait suite à des «visites de courtoisie» qu'auraient reçues des militants de la part d'agents des services de renseignements dans les mois précédant les Jeux olympiques et les sommets du G8 et du G20.